

# COMMUNIQUE

Monsieur Claude Guéant, Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration en personne vient de déclarer, au cours de l'émission "le grand Jury de RTL-LCI-le Figaro" du 11 septembre courant, qu'il y a «une immigration comorienne importante qui est la cause de beaucoup de violences et qu'il ne peut pas la quantifier». Cette stigmatisation de français d'origine comorienne et d'une irresponsabilité politique inqualifiable.

Nous, les français et les immigrés d'origine comorienne de l'île de France, nous nous indignons et condamnons avec plus de vigueur de tels propos discriminatoires. Nous estimons que le Ministre Claude Guéant devrait présenter sa démission au gouvernement après avoir tenu publiquement des accusations injustes et injustifiées envers des citoyens intègres et reconnus.

Nous tenons à rappeler qu'une telle stigmatisation a tué le jeune rappeur Ibrahim Ali, le 21 février 1995, à Marseille par des colleurs d'affiche du Front National, parti dans lequel Monsieur Claude Guéant s'inscrit dans les thèses racistes et xénophobes. Cette constance dans cette entreprise d'aviilissement de la personnalité comorienne, ne doit rien au hasard. Elle est la suite logique de la campagne de haine et d'humiliation développée impunément déjà, dans l'île comorienne de Mayotte, occupée illégalement depuis près de 40 ans par la France, au grand mépris du droit français, international et des instances internationales.

Au moment où nous nous endeuillons de la disparition du jeune caporal Ousseine Ali Facrou, mort pour la France en Afghanistan, le Ministre de l'Intérieur vient de discriminer des français en fonction de l'origine de leurs parents. C'était un jeune français d'origine comorienne, qui accomplissait sa mission au service de son pays : la France. La République doit lui témoigner toute sa reconnaissance au lieu de mandater un Ministre pour déverser des propos haineux, dignes de l'Extrême Droite.

Nous nous interrogeons sur les raisons profondes d'un tel acharnement de la part d'un Haut responsable de la République à tenir des propos indignes et insultants envers une fraction de la communauté nationale française. Nous déplorons en même temps que les relations entre les Comores, pays d'origine et la France pays d'accueil demeurent toujours houleuses et parsemées de nombreux litiges:

- non contente d'occuper illégalement l'île comorienne de Mayotte au mépris des résolutions de du Conseil de Sécurité de l'ONU et du droit international,
- non contente d'avoir transformé le bras de mer qui sépare l'île comorienne de Mayotte de ses îles sœurs en un grand cimetière marin de l'Océan Indien, avec plus de 10000 victimes comoriennes,
- non contente d'avoir commandité l'assassinat de plusieurs présidents comoriens par les mercenaires français interposés, Bob Denard à leur tête,
- les autorités françaises augurent aujourd'hui un nouveau procédé de charge en s'attaquant violemment aux français d'origine comorienne.

Nous nourrissons beaucoup de respect et d'admiration pour la France fraternelle, démocratique, juste et sommes très attachés aux valeurs républicaines qui l'honorent et la font aimer. N'en déplaise à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration mais ces valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité ne peuvent faire l'objet de ségrégation des minorités nationales au point de les livrer en pâture aux chancres du racisme et de la xénophobie.

Nous manifestons notre reconnaissance profonde aux élus, aux personnalités politiques, aux associations et aux citoyens qui ont dénoncé la dérive raciste de Monsieur Guéant, Ministre de la République et appelons les français d'origine comorienne à tirer les conséquences qui s'imposent.

Nous vous invitons à participer massivement aux manifestations de protestation et d'indignation organisées sur l'ensemble du territoire national par la communauté comorienne de France et des organisations républicaines: **Jeudi 15 Septembre à Marseille devant la Préfecture, Samedi 24 Septembre à Lyon Place Bellecour et à Paris Place de la République vers la Rue Miromesnil dans le 8ème.**

**La Coordination Nationale  
Paris le 14 septembre 2011**